



DIRECTION DU CYCLE DE L'EAU
22-0398/ASR/SC

ARRÊTÉ
N° A 2022-02-07

Autorisation Spéciale de Déversement
Avec Fiche de Prescriptions Techniques Particulières

SCI MUCE
27, ROUTE DE JOUY- 91570 BIEVRES

LE PRÉSIDENT,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment ses articles L.2224-7 à L.2224-12 et R.2333-121 à R.2333-131 ;
- Vu l'article L 5211-9-2 du CGCT, stipulant que lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est compétent en matière d'assainissement, les maires des communes membres de celui-ci transfèrent au président de cet établissement les attributions lui permettant de réglementer cette activité ;
- Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L. 211-2, L. 211-3, L. 214-3 (III) et L.214-8, R. 214-1, R. 214-6 à R. 214-40 ;
- Vu le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L.1331-10 et R 1331-1 ;
- Vu l'arrêté du 2 février 1998, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté du 20 mars 2015, modifiant l'arrêté du 21 décembre 2007 modifié relatifs aux modalités d'établissements des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte ;
- Vu l'arrêté du 21 juillet 2015, relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg / j de DBO₅ et en particulier son article 6 ;
- Vu l'arrêté du 19 avril 2017, approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau de la Bièvre ;
- Vu la circulaire du 28 juillet 2005, relative à la définition du « bon état » et à la constitution des référentiels pour les eaux douces de surface (cours d'eau, plans d'eau) ;
- Vu la circulaire du 7 mai 2007, définissant les "normes de qualité environnementale provisoires" des 41 substances impliquées dans l'évaluation de l'état chimique des masses d'eau ainsi que des substances pertinentes du programme national de réduction des substances dangereuses dans l'eau ;



- Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine Normandie, et l'objectif d'atteinte du bon Potentiel de la masse d'eau « Bièvre » (HR156a) en 2021 ;
- Vu la délibération du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Vallée de la Bièvre (SIAVB), approuvant le 27 juin 2013 les conditions d'application de l'article L1331-8 du Code de la Santé Publique, relatif à la pénalité de contribution financière, dite « doublement de la redevance » ;
- Vu la délibération n°D2020.07.01, du Conseil communautaire du 7 juillet 2020, portant sur l'élection du Président de Versailles Grand Parc. Mandature 2020-2026 ;
- Vu la délibération n°D2020.07.3, du Conseil communautaire du 7 juillet 2020, portant sur l'élection des vice-présidents de la communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc. Mandature 2020-2026;
- Vu la délibération n°D2020.07.4, du Conseil communautaire du 7 juillet 2020, portant sur l'établissement du Bureau communautaire de Versailles Grand Parc et la désignation de ses membres élus. Mandature 2020-2026 ;
- Vu l'arrêté n°2020-07-5, du 5 octobre 2020, portant délégations de fonction et de signature aux vice-présidents de la communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc et aux deux maires élus membres du Bureau communautaire ;
- Vu l'arrêté 2021-02-02 portant renonciation du Président de l'agglomération aux pouvoirs de police spéciale des maires des communes membres de la communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc, qui précise que le Président de la communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc ne renonce à ses pouvoirs de police spéciale en matière d'assainissement que pour les seules villes de Bailly, du Chesnay-Rocquencourt, de Fontenay-le-Fleury et de Saint-Cyr-l'Ecole,
- Vu le règlement du service de l'assainissement du Syndicat Intercommunal de la Vallée de la Bièvre (SIAVB), approuvé par délibération du Comité Syndical le 25 juin 2018 ;
- Vu le règlement du service de l'assainissement de la communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc, approuvé le 21 janvier 2021 ;
- Vu le Règlement d'Assainissement du Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (S.I.A.A.P.), approuvé par délibération du Conseil d'Administration du SIAAP le 15 octobre 2014 ;
- Vu l'avis favorable relatif au présent arrêté émis par le SIAAP en date du 7 mai 2021 ;

Pétitionnaire concerné :

SCI MUCE
27, ROUTE DE JOUY
91570 BIEVRES

Nommé ci-après « le Gestionnaire ».



Ouvrage concerné et coordonnées du locataire exploitant :

LOCATAIRE 1 :

LOMATRA

27, ROUTE DE JOUY
91570 BIEVRES

SIRET : 662 051 952 00064

CODE APE : 4941A

RESPONSABLE TECHNIQUE : M. BIAUSSAT

TELEPHONE : NON COMMUNIQUE

COURRIEL : GILLES@LOMATRA.FR

LOCATAIRE 2 :

DECHETTERIE DE BIEVRES

27, ROUTE DE JOUY
91570 BIEVRES

SIRET : 217 803 436 00013

CODE APE : 8411Z

RESPONSABLE TECHNIQUE : M. BOUVET

TELEPHONE : 06 70 11 52 45

COURRIEL : MATHIEU.BOUVET@BIEVRES.FR

Nommé ci-après « l'Etablissement ».

Adresse des branchements :

EAUX USEES : ROUTE DE JOUY

EAUX PLUVIALES : ROUTE DE JOUY



ARRÊTE :

ARTICLE 1) OBJET DE L'AUTORISATION

Les locataires exploitants du site sis **27 Route de Jouy à Bièvres**, dénommés « l'Établissement », sont autorisées, dans les conditions fixées par les règlements d'assainissement de la CPS, du SIAVB, du SIAAP et le présent arrêté, à déverser leurs eaux usées autres que domestiques, issues de leurs activités listées ci-après, dans le réseau d'assainissement, via un branchement d'eaux usées situé à l'adresse mentionnée en tête du présent arrêté sous réserve du respect des prescriptions techniques particulières mentionnées en annexe I.

- **LOMATRA** : chargement/déchargement de matériaux par véhicules poids lourds, stockage et concassage de matériaux et gestion administrative du site
- **Déchetterie de Bièvres** : stockage et chargement/déchargement de matériaux et matériel divers

Cette autorisation est établie au vu des caractéristiques des rejets et des installations à la date du présent arrêté. Elle deviendra caduque en cas de modification ultérieure non déclarée.

Le gestionnaire est seul responsable à ses frais de la surveillance et de la conformité des branchements et des rejets au regard des prescriptions du présent arrêté.

Si le gestionnaire n'est pas l'exploitant de l'activité exercée dans les locaux, dont les rejets font l'objet du présent arrêté, il devra s'assurer par tout moyen approprié du respect des termes de cet arrêté par le locataire exploitant. En cas de non-respect des prescriptions listées dans les articles suivants, la collectivité tiendra le Gestionnaire pour seul responsable de tout dysfonctionnement ou dégradation observés sur les dispositifs de collecte, transport et traitement des eaux usées rejetées.

Il appartient donc au gestionnaire de préciser dans le bail locatif les dispositions du présent arrêté applicables à l'activité exercée au sein de l'établissement.

ARTICLE 2) CARACTERISTIQUES DES REJETS

A - PRESCRIPTIONS GENERALES

Sans préjudice des lois et des règlements en vigueur, les eaux rejetées doivent :

- a) Être neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. A titre exceptionnel, en cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5 ;
- b) Être ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C ;
- c) Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles :
 - de nuire à la conservation des ouvrages de collecte et de traitement,
 - de porter atteinte à la santé et à la sécurité du personnel qui travaille dans le système d'assainissement,
 - d'endommager le système de collecte et de transport, la station d'épuration et leurs équipements connexes,
 - de dégager directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou des vapeurs toxiques ou inflammables,
 - de nuire au fonctionnement du système de traitement, notamment à la vie bactérienne des filières biologiques et d'empêcher l'élimination ou le recyclage des boues (résidus ultimes des procédés d'épuration) en toute sécurité et d'une manière acceptable pour l'environnement,
 - d'être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatiques, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics



- d) Présenter un rapport de biodégradabilité (DCO / DBO5) inférieur à 2,5 ;
- e) En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement doit se conformer aux dispositions des règlements d'assainissement de la communauté d'agglomération Versailles Grand Parc, du SIAAP et du SIAVB.

L'Etablissement doit identifier les matières et les substances générées par son activité et susceptibles d'être rejetées dans le réseau public d'assainissement. Il doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour récupérer ces produits et éviter leur déversement dans le réseau public d'assainissement, dans le respect des prescriptions générales mentionnées ci-dessus.

L'Etablissement doit en outre équiper son point de rejet d'un dispositif de traitement approprié et correctement dimensionné en fonction des règlements et des normes en vigueur afin de respecter les seuils de qualité fixés au paragraphe 2.2.2 de l'annexe I du présent arrêté.

B - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les prescriptions particulières auxquelles doivent répondre les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, sont définies en annexe I. Le rapport de visite initial du site et les plans utiles à la bonne compréhension du projet sont présentés en annexe II.

ARTICLE 3) CONDITIONS FINANCIÈRES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement, dont le déversement des eaux est autorisé par le présent arrêté, est soumis au paiement de la redevance d'assainissement composée de deux parties :

- une part collecte-transport dont les modalités de calcul sont fixées par les assemblées délibérantes de la communauté d'agglomération Versailles Grand Parc et du SIAVB,
- une part transport-épuration dont les modalités de calcul sont fixées par le conseil d'administration du SIAAP.

ARTICLE 4) CONVENTION SPÉCIALE DE DÉVERSEMENT

En complément de la présente autorisation, une convention spéciale de déversement devra être signée. Elle a pour objet de définir les modalités techniques, administratives et éventuellement financières de déversement des eaux usées et pluviales dans le réseau d'assainissement communautaire de Versailles Grand Parc.

ARTICLE 5) DURÉE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 ans, à compter de sa signature. A l'expiration du délai de **validité de 5 ans**, l'Etablissement, le SIAVB et la communauté d'agglomération Versailles Grand Parc se rapprocheront pour établir un bilan de fonctionnement des dispositifs de traitement et de leur impact sur la qualité des rejets.

Si l'Etablissement désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande auprès de la communauté d'agglomération Versailles Grand Parc, par écrit, 6 mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté, en indiquant la durée pour laquelle il désire que l'autorisation soit renouvelée. Cette nouvelle autorisation sera établie en tenant compte des modifications éventuelles apportées aux installations de l'Etablissement et de l'évolution de son activité, des modifications apportées au système d'assainissement et de l'évolution de la réglementation.



La communauté d'agglomération Versailles Grand Parc adressera une mise en demeure à l'Etablissement si, par suite d'une non-conformité avec les dispositions du présent arrêté, ses rejets d'eaux usées non domestiques portaient atteinte à la santé et à la sécurité du personnel travaillant en égout, et nuisaient au bon fonctionnement du système d'assainissement ou engendraient une pollution du milieu naturel. L'autorisation de déversement sera résiliée de plein droit dans le cas où la mise en demeure ne serait pas suivie d'effet dans le délai prescrit. La Communauté d'Agglomération Versailles Grand Parc pourra interdire tout rejet aux réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales en obturant les branchements d'évacuation des eaux, en cas de non-respect du règlement d'assainissement de la Communauté d'Agglomération Versailles Grand Parc et du présent arrêté, après mise en demeure.

ARTICLE 6) OBLIGATION D'ALERTE

L'Etablissement s'engage à alerter immédiatement :

- **les services techniques de la commune de BIEVRES :**

- ↳ Ligne principale 01.69.35.39.15

- **le service assainissement de Versailles Grand Parc :**

- ↳ Ligne principale 01.30.97.82.37

- ↳ Astreinte : 06 23 66 13 53

- **le SIAVB : 01.69.33.10.10**

- **et le SIAAP :**

- ↳ poste de supervision du réseau d'assainissement ouvert 24h/24 et 7j/7 : 01.44.75.61.91
ou 01.44.75.68.76 / fax : 01.43.47.16.31

- ↳ PC.Saphyrs@siaap.fr

En cas de rejet accidentel au réseau d'assainissement de produits toxiques ou corrosifs, ou susceptibles de provoquer des dégagements gazeux, ou de rejets non-conformes au présent arrêté. L'Etablissement précisera la nature et la quantité du produit déversé.

Cette alerte ne dispense pas l'Etablissement d'alerter les services publics de secours en cas de danger pour le voisinage, la clientèle ou le personnel.

L'établissement prend les mesures nécessaires pour prévenir les risques de déversement de produits dangereux et pour limiter les conséquences d'un déversement accidentel.

ARTICLE 7) CARACTÈRE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement devra en informer la communauté d'agglomération Versailles Grand Parc et le SIAVB.

Toute modification apportée par l'Etablissement, et de nature à entraîner un changement notable de débit et des caractéristiques de rejet des effluents, **doit être portée avant sa réalisation à la connaissance de la communauté d'agglomération Versailles Grand Parc et du SIAVB**. Une nouvelle autorisation de déversement à l'égout devra alors être établie faisant état des modifications et annulant de fait la précédente.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.



Article 10) TRANSMISSION DE L'ARRETE

Copie du présent arrêté sera affichée aux lieu et place ordinaires et notifiée aux intéressés :

- Monsieur le Président du SIAVB,
- Madame le Maire de BIEVRES
- Monsieur le Préfet de l'Essonne pour la DRIEAT Ile de France,
- L'Etablissement,
- Monsieur le Président du SIAAP,
- Monsieur le Directeur de la Direction Territoriale des Rivières d'Ile de France de l'Agence de l'Eau Seine – Normandie.

Fait à Versailles, le **08 MARS 2022**

Le Président,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié aux intéressés
Le

**Pour le Président,
et par délégation**

Marc TOURELLE
Vice-Président en charge du Cycle de l'Eau
Maire de Noisy-le-Roi



ARTICLE 8) CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DES EAUX.

Compte tenu de son activité, le gestionnaire est tenu à une **autosurveillance de ses rejets d'eaux pluviales** à une fréquence minimale semestrielle.

Le SIAVB et Versailles Grand Parc se réservent la possibilité de procéder à **des contrôles inopinés de qualité des effluents**. Ces contrôles seront à la charge de la collectivité. Pour ce faire, les regards seront rendus accessibles et aménagés de manière à permettre un prélèvement aisé d'échantillons d'eau ou d'installation de dispositif de mesure de débit.

Le gestionnaire facilitera l'accès des agents du service d'assainissement de Versailles Grand Parc et du SIAVB ou agissant pour leur compte à ses installations pour leur permettre d'effectuer toute inspection ou prélèvement nécessaire à l'exercice de leur mission de contrôle du bon respect des termes du présent arrêté.

Les prélèvements inopinés effectués seront suivis d'analyses pour s'assurer que les effluents rejetés respectent bien les critères de qualité fixés au paragraphe 2.2.2 de l'annexe I du présent arrêté. La périodicité de ces contrôles sera déterminée en fonction du volume d'activité de l'établissement et des résultats des contrôles précédents. Les résultats des analyses seront communiqués au gestionnaire.

Lorsqu'un de ces contrôles aura révélé des résultats ne satisfaisant pas aux dispositions du présent arrêté, un nouveau contrôle portant sur les paramètres non-conformes sera effectué dans le mois qui suit.

En cas de confirmation des premiers résultats d'analyse, le gestionnaire, la communauté d'agglomération Versailles Grand Parc et le SIAVB se rapprocheront pour déterminer la cause de la pollution mise en évidence, étant entendu que la source de cette pollution peut être extérieure à l'établissement.

Le gestionnaire devra effectuer sans délai les réparations nécessaires lorsqu'il apparaîtra que la pollution mise en évidence trouve son origine dans une non-conformité ou un dysfonctionnement de ses installations. Le remboursement des frais d'analyses engagés par la collectivité sera demandé au gestionnaire, sans préjudice des autres sanctions prévues par les lois et règlements en vigueur. Par ailleurs, à défaut de réparation, les eaux rejetées seront assimilées à des eaux usées et assujetties à la redevance d'assainissement, sans abattement.

ARTICLE 9) EXÉCUTION DE L'ARRÊTÉ

L'Etablissement facilitera l'accès des agents du service d'assainissement de Versailles Grand Parc et du SIAVB ou agissant pour son compte à ses installations pour leur permettre d'effectuer toute inspection ou prélèvement nécessaire à l'exercice de leur mission de contrôle du bon respect des termes du présent arrêté. Les prélèvements inopinés effectués seront suivis d'analyses pour s'assurer que les effluents rejetés respectent bien les critères de qualité fixés au paragraphe 2.2.2 de l'annexe I du présent arrêté. La périodicité de ces contrôles sera déterminée en fonction du volume d'activité de l'Etablissement et des résultats des contrôles précédents. Les résultats des analyses seront communiqués à l'Etablissement. Lorsqu'un de ces contrôles aura révélé des résultats ne satisfaisant pas aux dispositions du présent arrêté, un nouveau contrôle portant sur les paramètres non-conformes sera effectué dans le mois qui suit.

Le remboursement des frais d'analyses sera demandé à l'Etablissement dans le cas où le nouveau contrôle ferait apparaître des résultats toujours non-conformes, sans préjudice des autres sanctions prévues par les lois et règlements en vigueur.

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers. Le recours éventuel n'est pas suspensif de l'exécution des dispositions du présent arrêté.



ANNEXE I : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

1. USAGES DE L'EAU

Aucune information n'a été apportée concernant une utilisation de l'eau pour l'arrosage des zones de stockage des matériaux sur le site de l'entreprise LOMATRA. L'établissement devra préciser si une telle pratique est en place sur le site. En l'état, il est considéré que l'ensemble de l'eau consommée sur le site est susceptible de produire un rejet d'eaux usées.

Les eaux usées rejetées, exclusives à l'établissement LOMATRA se composent :

- d'une part domestique, estimée à 20%, liée à l'utilisation des divers sanitaires, douches, et lavabos du site
- d'une part d'eaux usées non domestiques, estimée à 80%, correspondant aux eaux de lavages de sols des bâtiments et aux eaux de lavage des véhicules

Remarque : Les effluents rejetés lors du lavage des sols des locaux seront considérés « assimilés » domestiques car les produits utilisés ne présentent pas de risques pour les réseaux (savons et lessives) et sont rejetés dans les sanitaires de l'établissement.

2. PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX EFFLUENTS

2.1. Eaux usées domestiques

Sont admissibles sans restriction, dans le réseau d'eaux usées, les eaux usées domestiques.

2.2. Eaux usées non domestiques

Sont admissibles au réseau d'assainissement les eaux usées non domestiques provenant :

- Du lavage des véhicules

Tout autre rejet d'eaux usées non domestiques dans le réseau d'assainissement est interdit, sauf autorisation spécifique donnée par Versailles Grand Parc. Sont notamment interdits au réseau d'assainissement les rejets d'huiles de vidanges et de solvants.

2.2.1. *Maxima autorisés*

L'adduction d'eau potable se fait par le réseau communal.

La consommation d'eau potable annuelle sur le site n'a pas été communiquée. Elle est estimée à environ 500m³ pour l'entreprise LOMATRA. Aucune consommation d'eau n'est présente sur le site de la déchetterie.

A titre indicatif l'établissement LOMATRA est ouvert du lundi au vendredi de 6h30 à 12h et de 13h à 17h. L'effectif sur site est de 18 personnes.

La déchetterie de Bièvres est ouverte toute l'année, du vendredi au dimanche de 9h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h (18h d'avril à septembre). Un employé est présent sur site en période d'activité.



Le Gestionnaire devra respecter les valeurs de débit suivantes :

	Débit maximal journalier	Débit maximal horaire	Débit maximal instantané
Point de rejet (Route de Jouy)	3 m ³ / j	0,375 m ³ / h	1,042 l / s

2.2.2. Concentrations autorisées (mesurées selon les normes en vigueur)¹

Les eaux usées non domestiques déversées au réseau d'assainissement, en provenance du gestionnaire, doivent répondre aux prescriptions suivantes :

- **Matières en suspension (MES)**
 - concentration maximale instantanée 800 mg.l⁻¹
 - concentration moyenne maximale sur 24 h 600 mg.l⁻¹
- **Demande chimique en oxygène (DCO)**
 - concentration maximale instantanée 2600 mg.l⁻¹
 - concentration moyenne maximale sur 24 h 2000 mg.l⁻¹
- **Demande biochimique en oxygène (DBO5)**
 - concentration maximale instantanée 1000 mg.l⁻¹
 - concentration moyenne maximale sur 24 h 800 mg.l⁻¹
- **Phosphore total (Ptot)**
 - Concentration maximale instantanée 65 mg.l⁻¹
 - Concentration moyenne maximale sur 24 h 50 mg.l⁻¹
- **Azote total Kjeldahl (NTK)**
 - Concentration maximale instantanée 200 mg.l⁻¹
 - Concentration moyenne maximale sur 24 h 150 mg.l⁻¹
- **Détergents**
 - concentration maximale instantanée 15 mg.l⁻¹
 - concentration moyenne maximale sur 24 h 10 mg.l⁻¹
- **Solvants organiques halogénés (AOX)**
 - concentration maximale instantanée 1,3 mg.l⁻¹
 - concentration moyenne maximale sur 24 H 1,0 mg.l⁻¹

Les autres substances non listées ci-dessus doivent rester conformes aux règlements du service d'assainissement de Versailles Grand Parc, du SIAAP et du SIAVB. Toute autre substance doit rester conforme à la réglementation en vigueur dans la branche, le secteur d'activité ou les différents métiers de l'établissement. Par défaut, les valeurs de l'arrêté du 2 février 1998 modifié et ses annexes sont prises en compte.

¹ Seuls 25 % des résultats des mesures journalières peuvent dépasser la concentration moyenne maximale tout en restant inférieurs à la concentration maximale instantanée



2.3. Eaux pluviales

Les eaux dirigées vers le milieu naturel ont pour origine :

- Les eaux pluviales de toiture
- Le ruissellement des eaux de voiries et parkings.

Pour satisfaire aux objectifs de qualité définis pour la Bièvre sur le bassin versant du SIAVB à savoir, la qualité 1B soit une eau de bonne qualité d'après les classes de qualité définies dans le SEQ-eau, et l'atteinte du bon potentiel écologique et le bon état chimique de la masse d'eau « Bièvre » en 2027 tel que défini par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine Normandie, et le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau de la Bièvre (SAGE), les eaux rejetées au réseau d'eaux pluviales devront respecter les caractéristique maximales ci-après. Par ailleurs, le débit de rejet des eaux au réseau d'eaux pluviales ne devra pas excéder 5% du débit d'étiage du milieu récepteur, débit d'étiage qui est de **150 l / s** pour la Bièvre à BIEVRES.

Paramètres	Valeurs maximales admissibles au milieu
Paramètres physico-chimiques globaux	
pH	5,5-9
Température	25,5°C
MES (Matières en Suspension)	35 mg / l
DBO (Demande Biologique en Oxygène)	6 mg / l
DCO (Demande Chimique en Oxygène)	30 mg / l
Azote global	50 mg / l
Ptot (Phosphore total)	0,2 mg / l
HCT (Hydrocarbures totaux)	5 mg / l
Micropolluants métalliques	
Cadmium	0,2 mg / l
Plomb	0,0052 mg / l
Zinc	0,0078 mg / l
Aluminium + Fer	5 mg / l
Cuivre	0,001 mg / l
Nickel	0,0062 mg / l
Somme des métaux	6 mg / l
Autres Micropolluants	
Somme des HAP	0,0003 mg / l
AOX	1 mg / l
COHV	0
PCB	0,0001 mg / l

3 INSTALLATIONS DE PRETRAITEMENT

Le réseau d'eaux usées est équipé des éléments de prétraitement suivants :



Dispositifs	Localisation	Dimensions	Fréquence d'entretien
Séparateur hydrocarbures SH1 (LOMATRA) à	Aire de lavage des véhicules	6 l/s Débourbeur : 613 l Séparateur : 79 l	Non communiquée

Le réseau d'eaux pluviales est équipé des éléments de prétraitement suivants :

Dispositifs	Localisation	Dimensions	Fréquence d'entretien
Décanteur 1 (LOMATRA)	A proximité de l'aire de lavage	Non communiquées	Non communiquée
Décanteur 2 (LOMATRA)	Bordure Nord du site	Non communiquées	Non communiquée

L'Etablissement a obligation de maintenir en permanence ses installations de prétraitement en bon état de fonctionnement. Il est responsable de l'entretien régulier de ses équipements.

L'Etablissement doit, par ailleurs, s'assurer que les déchets générés par les dites installations de prétraitements sont éliminés dans les conditions réglementaires.

Par ailleurs, **l'établissement devra fournir** à la Collectivité, via le service d'assainissement, annuellement et **avant le 31 décembre** de chaque année, **les bons d'enlèvement** attestant de l'entretien régulier des installations de prétraitement.

Enfin, toute précaution devra être prise pour éviter toute fuite des graisses ou d'hydrocarbures générées vers le réseau d'assainissement lors de l'entretien des ouvrages de prétraitement.

4 STOCKAGE DES PRODUITS ET COLLECTE DES DECHETS

L'Etablissement doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour récupérer ses produits, en particulier les Déchets Industriels Banals et Spéciaux (DIB et DIS), et éviter leur déversement dans le réseau public d'assainissement ou la collecte dans les ordures ménagères, dans le respect des prescriptions générales mentionnées à l'Article 2 du présent arrêté.

L'Etablissement doit par ailleurs s'assurer que les déchets récupérés sont éliminés dans les conditions réglementaires en vigueur, par un organisme spécialisé.

L'établissement doit fournir tous les ans, à la collectivité, les informations ou les certificats attestant du devenir des déchets issus de son activité (bons d'enlèvement).

La liste des produits utilisés sur le site et les volumes stockés sera tenue à la disposition des agents de la Collectivité. Les locaux et les sites de stockage de produits dangereux ou toxiques devront disposer de capacités de rétention conformes à la réglementation en vigueur ou, à défaut de réglementation, respecter les principes de précaution.

L'entreposage des produits liquides présentant un danger pour l'eau, **qu'ils soient neuf ou usagés, ne doit présenter aucun risque de déversement accidentel** aux réseaux d'eaux usées et pluviales. Ceci implique un stockage éloigné des grilles de collecte des eaux pluviales ou des siphons d'évacuation vers les réseaux d'eaux usées, sur rétention et à l'abri des intempéries. Les rétentions correspondent à des bacs mobiles, mais un stockage sur une dalle étanche faisant office de rétention est également admis, sous réserve qu'elle soit non pourvue de grille ou de siphon.



Les rétentions devront respecter les règles de dimensionnement suivantes :

- volume des bacs égal à 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- ou 50% de la capacité globale des réservoirs associés (la plus grande valeur des deux).

Pour les fûts < 250 l, pour les liquides non inflammables :

- Le dimensionnement = capacité totale si celle-ci < 800 l.
- Le dimensionnement = 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 l, si celle-ci excède 800l.

L'Etablissement doit par ailleurs s'assurer que les déchets récupérés sont éliminés dans les conditions réglementaires en vigueur, par un organisme spécialisé afin d'être orientés vers les filières de traitement ou recyclage adaptées. La traçabilité d'enlèvement et d'élimination de ces déchets doit être assurée via des bordereaux de suivi de déchets dangereux (BSDD) ou attestations à conserver par l'exploitant pendant 5 ans minimum.

5 MISE EN CONFORMITE DES REJETS

Les installations intérieures d'assainissement ont fait l'objet d'un diagnostic initial **le 29 Mai 2020 (LOMATRA) et le 5 Novembre 2020 (Déchetterie), par le bureau d'études BUFFET INGENIERIE, concluant à la Non-Conformité des installations d'assainissement.**

Le présent arrêté est subordonné de la part de l'Etablissement à la réalisation d'une mise en conformité de ses installations existantes selon l'échéancier suivant :

Pour obtenir la conformité des raccordements du système d'assainissement :

Liste des points non conformes	Mise en conformité à réaliser	Délai accordé pour la réalisation des travaux
Dispositif anti-pollution	<input type="checkbox"/> Préciser l'existence d'une vanne en aval du réseau d'eaux pluviales permettant d'isoler le site en cas de pollution accidentelle ou d'incendie. Le cas échéant, la mettre en place (LOMATRA)	1 an suite à la signature
Local inaccessible	<input type="checkbox"/> Donner accès au bâtiment désaffecté	1 an suite à la signature

Pour obtenir la conformité des rejets :



Liste des points non conformes	Mise en conformité à réaliser	Délai accordé pour la réalisation des travaux
Caractéristiques et entretien des ouvrages de prétraitement	<ul style="list-style-type: none">⇒ Transmettre les fiches techniques des décanteurs et du séparateur d'hydrocarbures SH2 présents sur le réseau d'eaux pluviales (LOMATRA)⇒ Transmettre les modalités d'entretien des décanteurs et des séparateurs d'hydrocarbures (contrat d'entretien, fréquence d'entretien, bordereau d'évacuation des déchets) (LOMATRA)⇒ Transmettre les modalités d'entretien du WC chimique (Déchetterie)	3 mois suite à la signature
Analyses des rejets	<ul style="list-style-type: none">⇒ L'établissement LOMATRA devra mettre en place un entretien plus fréquent de ses ouvrages de prétraitement⇒ L'établissement LOMATRA devra transmettre systématiquement au SIAVB les résultats des analyses semestrielles	3 mois suite à la signature
Produits et déchets (LOMATRA)	<ul style="list-style-type: none">⇒ Transmettre les bordereaux de suivi de déchets relatif à l'évacuation des déchets spécifiques du site (huiles usagées, bidons de produits spécifiques)⇒ Mettre en place un stockage sécurisé pour l'ensemble des produits et déchets du site (stockage couvert, rétention)⇒ Préciser l'existence d'un kit anti-pollution au niveau de l'aire de distribution de carburant (si absence, mettre en place cet élément)	3 mois suite à la signature
Produits et déchets (Déchetterie)	<ul style="list-style-type: none">⇒ Fournir les documents attestant l'existence d'une filière d'évacuation pour chaque catégorie de déchets. Ces documents devront être transmis annuellement au SIAVB.⇒ Mettre en place un stockage sécurisé pour l'ensemble des produits et déchets du site (stockage couvert, rétention)⇒ Donner accès à l'armoire de stockage des produits spécifiques	3 mois suite à la signature

La mise en conformité doit être constatée par une contre visite du service de l'assainissement, elle donnera lieu à un constat de conformité le cas échéant.

A l'issue du délai précité et après constatation par les agents du service d'assainissement de la Collectivité, de la non-conformité de ses installations, l'Etablissement sera poursuivi conformément aux lois.